

EXTRA
DES DELIBERATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

ID : 068-200066033-20190606-C201906_2-DE

Département du HAUT-RHIN
Arrondissement d'ALTKIRCH
Nombre de membres élus : 59
Membres en fonction : 59

SEANCE du 06 juin 2019 – 19h00

*Approb choix mode de gestion structures d'accueil enfance/jeunesse
sud territoire - Délibération n° C20190602*

Sous la présidence de Monsieur Pierre SCHMITT

Et sur invitation en date du 28 mai 2019

Sont présents 41 membres titulaires
Sont absents 18 membres
- Dont suppléés : 06
- Dont représentés : 03

Votants : 50
- Dont « pour » : 22
- Dont « contre » : 17
Dont abstentions : 11

COMMUNE	NOM	Prénom	Qualité	Présent(e)	Suppléé(e)	Absent(e) Excusé(e)	Représenté(e)
ALTENACH	LAMERE	Jean-Luc	Titulaire/M		X		
BALLERSDORF	BOLORONUS	Bernard	Titulaire/M	X			
	BUEB	Jean	Titulaire/A	X			
BALSCHWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marie	Titulaire/M	X			
	JACOBERGER	Thierry	Titulaire/A	X			
BELLEMAGNY	BILGER	Christian	Titulaire/M			X	PFANTZER Pascal
BERNWILLER	SCHITTLY	Philippe	Titulaire/M	X			
	DITNER	Mathieu	Titulaire/A	X			
	ROTH	Jean-Luc	Titulaire/A			X	
BRECHAUMONT	GUITTARD	Franck	Titulaire/M			X	
BRETEN	PFANTZER <i>Procuration</i>	Pascal	Titulaire/M	X			
BUETHWILLER	BRINGEL	Eric	Titulaire/M	X			
CHAVANNES-sur-l'ETANG	GASSMANN	Vincent	Titulaire/M	X			
	BOURQUARD	Chantal	Titulaire/A	X			
	MUMBACH	Paul	Titulaire/M	X			
	STROH	Dominique	Titulaire/A	X			
	GAUGLER	Yvan	Titulaire/A	X			
	LENA	Laurette	Titulaire/CM	X			
	DEMICHIEL	Hugues	Titulaire/A	X			
	HUG	Frédéric	Titulaire/CM	X			
DIEFMATTEN	BAUR	Roger	Titulaire/M	X			
EGLINGEN	SCHMITT <i>Procuration</i>	Pierre	Titulaire/M	X			
ELBACH	SCHACHERER	Emmanuel	Titulaire/M	X			
ETEIMBES	CONRAD	Yves	Titulaire/M		X		
FALKWILLER	SCHNOEBELEN	Jean-Marc	Titulaire/M	X			
FRIESEN	GEIGER	Claude	Titulaire/M	X			
FULLEREN	CLORY	Patrick	Titulaire/M	X			
GILDWILLER	SCHNOEBELEN	Gabriel	Titulaire/M	X			
GOMMERSDORF	NASS <i>Procuration</i>	Denis	Titulaire/M	X			
GUEVENATTEN	SCHITTLY	Bernard	Titulaire/M		X		
HAGENBACH	BACH	Guy	Titulaire/M	X			
	ROCHEREAU	Philippe	Titulaire/A	X			
HECKEN	GENTZBITTEL	Claude	Titulaire/M	X			
HINDLINGEN	SAHM	Paul	Titulaire/M			X	
LARGITZEN	SCHLOESSLEN	Jean-Jacques	Titulaire/M			X	
MAGNY	MENETRE	Didier	Titulaire/M	X			
MANSPACH	DIETMANN	Daniel	Titulaire/M	X			
MERTZEN	WININGER	José	Titulaire/M	X			
MONTREUX-JEUNE	HERRGOTT	Michel	Titulaire/M	X			
	TRABOLD	André	Titulaire/M			X	NASS Denis
MONTREUX-VIEUX	CHAN-KAM	Laurence	Titulaire/A			X	
MOOSLARGUE	SOMMERHALTER	Pascal	Titulaire/M	X			
	FRISCH	Jean-Rodolphe	Titulaire/M			X	
PFETTERHOUSE	HEYER	Morand	Titulaire/A	X			
RETZWILLER	GISSINGER	François	Titulaire/A	X			
ROMAGNY	LEWEK	Denis	Titulaire/M	X			

SAINT-COSME	WIES	Joël	Titulaire/M		X		
SAINT-ULRICH	MURER	Jean-Paul	Titulaire/M		X		
SEPPOIS-le-BAS	BURGY	Claude	Titulaire/M			X	
	LEBUS	Marie-Paule	Titulaire/A			X	
	PONCET	Stéphane	Titulaire/CM			X	
SEPPOIS-le-HAUT	ULMANN	Fabien	Titulaire/M	X			
STERNENBERG	SUTTER	Bernard	Titulaire/M	X			
STRUETH	MATHIEU	Jean-Jacques	Titulaire/M		X		
TRAUBACH-le-BAS	BISCHOFF	Jean-Claude	Titulaire/M	X			
TRAUBACH-le-HAUT	RINNER	Pierre	Titulaire/M			X	SCHMITT Pierre
UEBERSTRASS	LEY	Bernard	Titulaire/M	X			
VALDIEU-LUTRAN	LACHAUSSEE	Florent	Titulaire/M	X			
WOLFERSDORF	JUD	Claude	Titulaire/M	X			

DELIBERATION N° C20190602 **Pôle ACTION SOCIALE/Sces à la POPULATION** **APPROBATION CHOIX MODE de GESTION STRUCTURES d'ACCUEIL** **ENFANCE/JEUNESSE du sud territoire**

Le Président expose aux membres du Conseil Communautaire l'enjeu de la gestion des structures d'accueil enfance jeunesse du sud territoire.

Vu les travaux menés par les différentes instances de la Communauté de Communes,
Vu le rapport présenté aux membres du Conseil Communautaire et annexé à la présente délibération sur le choix du mode de gestion décrivant les principales caractéristiques des activités que devra gérer le concessionnaire,

Le Président propose au Conseil Communautaire d'approuver le principe :

- de la concession de service public pour la gestion :
 - du multi-accueil de Seppois-le-Bas ;
 - des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Hindlingen, Pfetterhouse, Seppois-le-Bas et Ueberstrass ;
- et la gestion en régie pour le RAM (Relais Assistantes Maternelles) de Seppois-le-Bas.

Le contrat de concession de service public prendra effet le 1^{er} septembre 2020 avec le délégataire choisi dans le cadre de la procédure de sélection, objet de la présente délibération.

La durée de la délégation de service public est fixée à 3 (trois) ans pour le multi-accueil de Seppois-le-Bas et les Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Hindlingen, Pfetterhouse Seppois-le-Bas et Ueberstrass ;

Le Conseil Communautaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la réunion conjointe de la Communauté de Communes avec la Trésorerie de Dannemarie et l'Association « Les Languotins » en date du 7 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable des Vice-Présidents en réunion du 13 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable de la Commission mixte Ressources Humaines/Finances, fiscalité, moyens généraux et Action sociale, services à la population en date du 16 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable du Bureau en date du 27 mai 2019 ;

Vu l'avis favorable du Comité technique en date du 05 juin 2019 ;

Considérant que le recours à la gestion déléguée pour le multi-accueil et les ALSH, et la gestion en régie pour le RAM apparaissent comme les modes de gestion les plus opportuns au regard des éléments présentés dans le rapport ci-annexé portant sur le choix du mode de gestion ;

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré par 22 voix pour, 17 voix contre et 11 abstentions :

- **APPROUVE** le principe d'une délégation de service public comme mode de gestion :
 - du multi-accueil de Seppois-le-Bas ;
 - des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Hindlingen, Pfetterhouse, Seppois-le-Bas et Ueberstrass ;
- **APPROUVE** la durée de la délégation de service public, fixée à 3 (trois) ans à compter du 1^{er} septembre 2020 ;
- **APPROUVE** les caractéristiques principales de la concession telles que décrites au rapport ci-annexé, qui seront précisées et détaillées dans le dossier de consultation des entreprises (DCE).

La concession de service public fera notamment l'objet de deux (2) lots distincts :

- Un lot pour l'exploitation du multi-accueil de Seppois-le-Bas,
- Un lot pour l'exploitation des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Hindlingen, Pfetterhouse, Seppois-le-Bas et Ueberstrass.
- **AUTORISE** le Président à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation telle que prévue aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

La convention passée entre la Communauté de Communes Sud Alsace Largue et l'association « Les Larguotins » pour la gestion des établissements cités est donc rendue caduque dès l'effectivité du contrat de concession, soit au 1^{er} septembre 2020.

- **APPROUVE** la reprise en régie directe par la Communauté de Communes Sud Alsace Largue du Relais Assistantes Maternelles (RAM) actuellement géré par l'association « Les Larguotins » telle que présentée, dès le 1^{er} janvier 2020.
- **AUTORISE** le Président à dénoncer la convention de subventionnement à l'association « Les Larguotins » et à notifier cette décision au Président de l'association.

Pour extrait certifié conforme
DANNEMARIE, le 07 juin 2019
Le Président, Pierre SCHMITT

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.
Acte rendu exécutoire le :





COMMUNAUTE DE COMMUNES SUD ALSACE LARGUE

RAPPORT D'ANALYSE MULTI-CRITERES DES MODES DE GESTION

Votre contact :

Léo Carcassès

Consultant confirmé

06 51 74 84 64

leo.carcasses@spqr-conseil.fr

11/06/2019

PAGE 1 | 17

SOMMAIRE

1	Présentation du contexte et du service	3
2	Analyse des modes de gestion	4
2.1	Les modes de régie	5
2.2	La Société publique locale (SPL)	5
2.3	Le marché public	6
2.4	La délégation de service public	7
2.5	Le Service social d'intérêt économique général (SSIEG)	8
2.6	Synthèse des modes juridiques de gestion	9
2.7	Analyse multicritères des modes de gestion	10
3	Proposition soumise à l'assemblée délibérante	15

11/06/2019

PAGE 2 | 17

1 Présentation du contexte et du service

La Communauté de Communes Sud Alsace Largue est issue de la fusion au 1^{er} janvier 2017 de deux collectivités. Historiquement, les deux territoires avaient opté pour un mode de gestion différencié des compétences petite-enfance, enfance et jeunesse :

- La Communauté de Communes Porte d'Alsace s'est orientée vers une gestion en régie directe ;
- La Communauté de Communes Largue a quant à elle fait le choix d'une gestion déléguée par voie de convention de subventionnement avec l'association « Les Larguolins ».

Les deux modes de gestion coexistent sur le territoire de la nouvelle collectivité.

Le partenariat avec l'association Les Larguolins a débuté en 1993 avec la gestion déléguée du multi-accueil par le District de Largue. Progressivement, l'association s'est vu confier la gestion d'autres établissements et notamment :

- Un Relai d'Assistantes Maternelles depuis 1997
- Cinq Accueils de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) qui ont progressivement ouvert sur cinq communes (Fulleren, Seppois, Hindlingen, Ueberstrass et Pletterhouse).

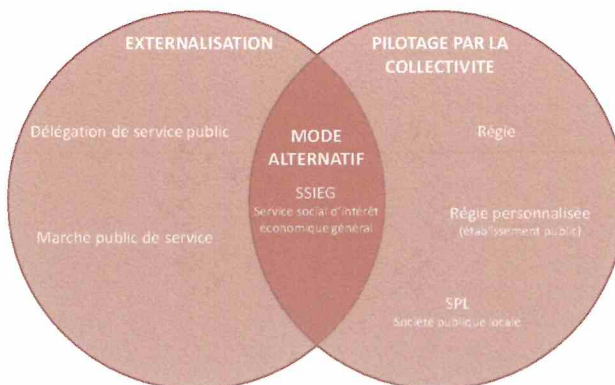
Suite à un diagnostic juridique, financier et organisationnel de l'activité gérée par l'association Les Larguolins, la Communauté de Communes Sud Alsace Largue souhaite aujourd'hui modifier le mode de gestion de ces établissements.

Ce rapport a pour objet de :

1. rappeler les différents modes de gestion envisageables et de présenter les critères de choix entre ces différents modes de gestion ;
2. proposer le mode de gestion déterminé comme optimal.

2 Analyse des modes de gestion

Dans le secteur de l'enfance / jeunesse, il est possible de distinguer trois grandes familles de modes de gestion



2.1 LES MODES DE REGIE

Une première forme de régie est la régie directe, dans laquelle la **collectivité est pleinement responsable de la gestion opérationnelle du service**. Les organes de gestion et de direction font partie intégrante de la collectivité : **la collectivité a donc la main sur le service**. Le risque économique pèse entièrement sur la collectivité : **en cas de difficulté de gestion, la collectivité assume les déficits**.

Une seconde forme de régie est la régie personnalisée : création d'un EPIC (Établissement Public Industriel et Commercial), « **satellite** » de la collectivité. Cette forme de régie implique la création d'une personnalité juridique indépendante : **l'établissement public est donc autonome** dans sa gestion financière et opérationnelle. **Le personnel est sous statut privé dans le cas d'un EPIC**.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> - gestion stratégique et opérationnelle du service par la collectivité ; - relation directe avec l'utilisateur. 	<ul style="list-style-type: none"> - la collectivité assume l'ensemble des risques (<i>pénal, social, économique...</i>) ; - la gestion de la masse salariale, régie par le droit public (<i>pour un régime autonome</i>) ; - les services supports (<i>facturation, comptabilité...</i>) doivent être organisés en interne.

2.2 LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE (SPL)

La Société Publique Locale est une **forme de société privée** mais dont les **actionnaires** ne peuvent être que les **collectivités territoriales** et leurs groupements. Il faut **au moins deux actionnaires publics**, collectivités ou groupement **qui s'entendent sur la gestion du service**.

Le **contrôle** de la SPL s'effectue via le **Conseil d'Administration**, composé d'élus des collectivités actionnaires.

Un **contrat** permet de sécuriser d'un point de vue économique la relation des collectivités avec la SPL : cette dernière assume les **exigences du service** selon une **gestion encadrée par des objectifs et indicateurs précis**.

11/06/2019

PAGE 5 | 17

2.3 LE MARCHE PUBLIC

Un marché public est un contrat administratif établi entre une collectivité et un prestataire pour **répondre aux besoins** de cette collectivité.

Le marché public est une procédure **rapide à mettre en place**.

Il est toutefois nécessaire de **définir exhaustivement la liste des exigences** de la collectivité dans la réalisation de la prestation.

De plus, le prix est défini au moment de la procédure et ne peut prendre en compte les aléas du contrat : le risque pour la collectivité est donc que le **prix soit surévalué par rapport aux besoins du prestataire au long des années**.

Le **contrôle de la collectivité durant l'exécution du contrat est restreint** : elle est supposée avoir défini ses exigences au moment de la procédure de passation.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> - rapidité de mise en place. 	<ul style="list-style-type: none"> - nécessité de déterminer exhaustivement les besoins avant le début de la prestation ; - risque de financer une prestation au-delà des besoins.

11/06/2019

PAGE 6 | 17

2.4 LA DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

La délégation de service public (DSP) est dénommée « **concession** » depuis la transposition de la directive éponyme.

Cette procédure permet de délimiter un service qui sera confié à un **prestataire externe** que l'on appelle **concessionnaire**.

Dans une concession, la collectivité n'a pas à compenser des éventuels déficits. C'est au concessionnaire d'assumer la **gestion du service à ses risques et périls**.

En cas de mise à disposition de locaux afin d'assurer la gestion du service public, le délégant peut prévoir un « **loyer** » sous forme d'une **redevance annuelle d'occupation du domaine public** (RODP).

Une redevance d'intéressement peut, par ailleurs, être prévue afin qu'une **partie des bénéfices du concessionnaire soit versée à la collectivité**.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> - le risque économique, entre autres, pèse entièrement sur le concessionnaire ; - la collectivité participe aux bénéfices du concessionnaire ; - la gestion opérationnelle du service incombe au concessionnaire 	<ul style="list-style-type: none"> - le contrat doit prévoir précisément les modalités de contrôle de la collectivité sur le concessionnaire ;

11/06/2019

PAGE 7 | 17

2.5 LE SERVICE SOCIAL D'INTERET ECONOMIQUE GENERAL (SSIEG)

Le Service social d'intérêt économique général (SSIEG) repose sur une **gestion partenariale d'un service** : la collectivité impose seulement des obligations de service public (OSP) à la structure mandatée.

Le prestataire reçoit, en retour, une **compensation financière** pour la réalisation des obligations liées au service. Cette compensation n'est versée qu'au regard de la présentation des justificatifs permettant à la collectivité de ne **rembourser que les dépenses réellement imputables à la réalisation du service**.

Toutefois, afin de s'assurer que le prestataire ne reçoive une compensation que pour les **seules prestations liées au service**, la collectivité doit mettre en place un **contrôle renforcé**, généralement sous la forme d'un **audit externe**.

Le SSIEG n'emporte **pas de conséquence sur le statut du personnel** : le personnel aura le statut de la structure qui l'emploie.

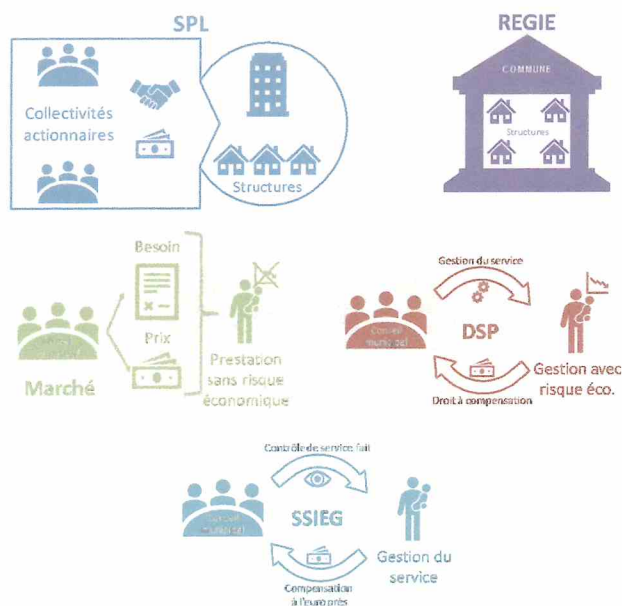
Le SSIEG induit une **mise en œuvre partagée du service public** : la collectivité définit la stratégie et les obligations de service public, mais n'intervient pas dans la gestion quotidienne du service.

AVANTAGES	INCONVENIENTS
<ul style="list-style-type: none"> - mode de gestion partenarial ; - pas de conséquence sur le personnel ; - compensation à l'euro près du service attendu. 	<ul style="list-style-type: none"> - importance de la réalisation de contrôles réguliers et approfondis pour s'assurer de la réalité des dépenses pour lequel le prestataire demande une compensation ; - nécessité de définir de manière précise la ligne de partage de responsabilité entre la collectivité qui définit la ligne stratégique et le prestataire qui assure la gestion opérationnelle du service.

11/06/2019

PAGE 8 | 17

2.6 SYNTHÈSE DES MODES JURIDIQUES DE GESTION



11/06/2019

PAGE 9 | 17

2.7 ANALYSE MULTICRITÈRES DES MODES DE GESTION

Identification des critères

Afin de comparer les modes de gestion, six critères peuvent être retenus :

1. **Critère de maîtrise du service** : capacité de la collectivité à piloter le service concerné ;
2. **Critère économique** : risque économique pour la collectivité sur une durée pluriannuelle ;
3. **Critère financier** : coût net relatif au mode de gestion entre un statut de personnel public et un statut de personnel privé* ;
4. **Critère social** : responsabilité de la collectivité au regard des personnels intervenant sur les services ;
5. **Critère pénal** : responsabilité pénale de la collectivité en cas de contentieux ;
6. **Critère de la facilité de mise en œuvre** : degré de complexité et durée de mise en place du nouveau mode de gestion, avec en perspective le respect de la continuité de service public.

11/06/2019

PAGE 10 | 17

Analyse multicritères pour le multi-accueil et les ALSH

Critères	Modalités de service public	Modalités de service public	Modalités de service public	Modalités de service public	Modalités de service public
1/ Critère de la maîtrise du service	La maîtrise est maintenue par un contrat de DSP ou par un contrat de gestion de service public (GSP) établi et entretenu par la collectivité.	La maîtrise est maintenue par un contrat de DSP ou par un contrat de gestion de service public (GSP) établi et entretenu par la collectivité.	La maîtrise est maintenue par un contrat de DSP ou par un contrat de gestion de service public (GSP) établi et entretenu par la collectivité.	La maîtrise est maintenue par un contrat de DSP ou par un contrat de gestion de service public (GSP) établi et entretenu par la collectivité.	La maîtrise est maintenue par un contrat de DSP ou par un contrat de gestion de service public (GSP) établi et entretenu par la collectivité.
2/ Critère économique	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.
3/ Critère financier	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.
4/ Critère social	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.
5/ Critère pénal	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.
6/ Critère de la facilité de mise en œuvre	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.	Le coût net relatif au mode de gestion est le plus faible.
Classement	1	2	3	4	5

11/06/2019

PAGE 11 | 17

La Délégation de Service Public est ainsi le mode de gestion le plus adapté pour le Multi-Accueil et les ALSH :

- La DSP permet de faire porter le risque économique par un tiers. Ces services sont caractérisés par un **risque économique fort (lié aux aléas de fréquentation)** : la délégation de ce service à un tiers professionnel du secteur en **capacité de rétablir une meilleure fréquentation** (que ceux actuels, fortement dépréciés), dans son propre intérêt, via une gestion améliorée, **est donc plus judicieuse qu'un portage en régie**.
- La Délégation de Service Public permet tout de même à la Communauté de Communes de **garder un contrôle important sur la qualité de service proposé aux bénéficiaires** (tout autant qu'en régie) :
 - Via une contractualisation déterminant l'ensemble des modalités de fonctionnement (horaires, projet d'établissement, qualité d'accueil...) et des obligations de service public, et sécurisée par l'existence de pénalités
 - Via un reporting de données d'activité et de gestion auprès de la Communauté de Communes autant que de besoin
- De nombreuses DSP dans le secteur de la petite enfance et de l'enfance/jeunesse se développent récemment sur le territoire alsacien : les tiers potentiels candidats seront donc a priori **suffisamment nombreux pour pouvoir permettre une négociation du montant de compensation de contrainte de service public à l'avantage de la Communauté de Communes**.
- La Délégation de Service Public permet à la Communauté de Communes de **conserver sa structuration interne** sans nécessité de renfort de moyens humains ou de repenser toute l'organisation interne.

Analyse multicritères pour le RAM

Critère	Impact	Indicateur de suivi	Indicateur de suivi	Indicateur de suivi	Indicateur de suivi
1/ Critère de la maîtrise du service	La maîtrise est possible : et l'ensemble des services de la collectivité est pris en compte	La maîtrise est possible : et l'ensemble des services de la collectivité est pris en compte	La maîtrise est possible : et l'ensemble des services de la collectivité est pris en compte	La maîtrise est possible : et l'ensemble des services de la collectivité est pris en compte	La maîtrise est possible : et l'ensemble des services de la collectivité est pris en compte
2/ Critère économique	La collectivité assume directement la gestion économique et financière de l'ensemble des services	La collectivité assume directement la gestion économique et financière de l'ensemble des services	La collectivité assume directement la gestion économique et financière de l'ensemble des services	La collectivité assume directement la gestion économique et financière de l'ensemble des services	La collectivité assume directement la gestion économique et financière de l'ensemble des services
3/ Critère de la maîtrise du service	Critère relatif au respect de tous les droits de la collectivité	Critère relatif au respect de tous les droits de la collectivité	Critère relatif au respect de tous les droits de la collectivité	Critère relatif au respect de tous les droits de la collectivité	Critère relatif au respect de tous les droits de la collectivité
4/ Critère social	Application du Code de travail : le respect des droits de la collectivité	Application du Code de travail : le respect des droits de la collectivité	Application du Code de travail : le respect des droits de la collectivité	Application du Code de travail : le respect des droits de la collectivité	Application du Code de travail : le respect des droits de la collectivité
5/ Critère de la maîtrise du service	Mode de mise en œuvre des services de la collectivité	Mode de mise en œuvre des services de la collectivité	Mode de mise en œuvre des services de la collectivité	Mode de mise en œuvre des services de la collectivité	Mode de mise en œuvre des services de la collectivité
Conclusion	1	2	3	4	5

11/06/2019

PAGE 13 | 17

La Régie est le mode de gestion le plus adapté pour le RAM

- Le Relais d'Assistants Maternelles est un service sans risque économique lié à l'activité ce qui limite tout intérêt d'externalisation.
- Le Relais d'Assistants Maternelles est un point de ressources pour les professionnels et les familles. Une structure identique est gérée en direct par la Communauté de Communes, une harmonisation des informations et une complémentarité sur l'ensemble du territoire paraît intéressante pour un meilleur service aux usagers. La mise en régie de ce service est la solution la plus pertinente.
- Cette mise en régie, en dehors de la décision politique, se matérialisera par le simple transfert de contrat de la directrice du RAM, l'intégration du budget RAM dans le budget de la collectivité.

3 Proposition soumise à l'assemblée délibérante

Considérant les éléments précédents, il est proposé de recourir à une mise en régie pour le Relais d'Assistants Maternelles.

Considérant les éléments précédents, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour la gestion :

- Du multi-accueil de Seppois-le-Bas
- Des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Seppois, Hindlingen, Ueberstrass et Pfetterhouse

Type de contrat : délégation de service public relevant du décret n°2016-86 du 1^{er} février 2016 pris en application de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016.

Durée du contrat : trois (3) ans à compter du 1^{er} septembre 2020.

Economie générale de la convention :

La rémunération des concessionnaires sera substantiellement liée aux résultats de l'exploitation de l'équipement.

Les concessionnaires seront responsables de l'exploitation des services qu'ils assurent, ainsi que de toutes les conséquences dommageables qui pourraient en résulter.

Les concessionnaires devront contracter l'ensemble des assurances leur permettant de couvrir les risques inhérents à l'activité.

Dans la mise en œuvre du contrat, les concessionnaires devront veiller à :

- valoriser les structures ;
- assurer la bonne gestion technique, administrative et financière des structures, notamment solliciter et mettre en place des partenariats utiles et nécessaires ;
- garantir la continuité des services offerts à la population ;
- garantir l'égalité d'accès aux services aux administrés en fonction des disponibilités présentes ;
- œuvrer pour assurer la qualité des services offerts tout en mutualisant les moyens humains, financiers, ... passant notamment par une fréquentation optimisée ;
- mettre en place des projets pédagogiques et d'animation de qualité en concordance avec les valeurs éducatives de la collectivité ;

- respecter le principe de l'intangibilité du niveau de compensation du concédant sur la durée du contrat ;
- assurer l'ensemble des travaux, des réparations et des renouvellements des équipements mis à disposition ;
- assurer un reporting régulier au concédant, notamment par la remontée trimestrielle de données d'activités.

La concession de service public fera notamment l'objet de deux (2) lots distincts :

- Un lot pour l'exploitation du multi-accueil de Seppois-le-Bas,
- Un lot pour l'exploitation des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Seppois, Hindlingen, Ueberstrass et Pfetterhouse

Une estimation de la valeur de la concession de chaque lot sera réalisée en amont du lancement de la procédure (et transmise dans les documents de la consultation).

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, le Conseil Communautaire est sollicité afin d'émettre un avis sur :

- le choix de la délégation du service public pour la gestion du multi-accueil de Seppois-le-Bas et des Accueils de Loisirs Sans Hébergements (ALSH) de Fulleren, Seppois, Hindlingen, Ueberstrass et Pfetterhouse ;
- la mise en régie du Relais d'Assistants Maternelles de Seppois-le-Bas
- le lancement de la procédure prévue par les textes.